



Projet de loi renforçant les droits, l'information et la protection des consommateurs

Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME, a présenté le 1^{er} juin 2011 en Conseil des ministres un projet de loi visant à renforcer la protection des consommateurs dans les principaux secteurs de la vie courante.

Le texte, élaboré à partir de l'analyse des 92 000 réclamations reçues par la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) en 2010 et de consultations auprès des associations des consommateurs et des opérateurs économiques, comprend 25 mesures concernant notamment les télécommunications, l'immobilier, l'énergie, la santé et la dépendance, le commerce électronique, la distribution alimentaire, les clauses abusives ainsi que le renforcement des moyens d'action de la DGCCRF.

Le projet de loi devrait être examiné, début juillet, par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale pour une adoption définitive par le Parlement avant la fin de l'année.

Le document est disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl3508.asp>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Bilan de la mise en œuvre des décisions du Conseil interministériel de l'Outre-mer

Lors du débat à l'Assemblée nationale le 18 mai 2011 sur le CIOM, Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté le bilan de la mise en œuvre des 137 mesures arrêtées par le CIOM du 6 novembre 2009.

Ces décisions sont réparties en 8 thèmes correspondant aux ateliers menés dans le cadre des Etats généraux de l'outre-mer avec des mesures spécifiques à chaque territoire. Au total, 85 % de ces mesures sont réalisés ou en cours de mise en œuvre.

Sur les 71 mesures transversales retenues, 31 sont réalisées, 35 sont en cours d'exécution et 5 sont dites « en panne ».

Le bilan est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?bilan-de-la-mise-en-oeuvre-des-decisions-du-ciom.html>

Accès au crédit des EIRL

Le 31 mai 2011, Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME et François Pérol, président de la Fédération bancaire française (FBF), ont signé une charte pour faciliter l'accès au crédit des EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée).

Cette signature fait suite à la réunion de travail avec la Banque de France, la FBF, les représentants des principaux réseaux bancaires, OSEO, ainsi que les chambres consulaires, pour faire le point sur la mise en place opérationnelle du nouveau régime de l'EIRL ainsi que les conditions d'accès au crédit de ces nouvelles formes d'entreprises individuelles.

La charte pour l'accès au crédit des EIRL ainsi que le Mini-guide Pro n° 12, publié par la FBF, sont disponibles sur : www.fbf.fr

Dossier législatif

Guyane et Martinique Le Sénat a adopté le 12 mai 2011 les deux textes relatifs à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : le projet de loi organique « Collectivités régies par l'article 73 de la Constitution » et le projet de loi « Guyane-Martinique ».

Les textes sont disponibles sur : <http://www.senat.fr/themes/dossiers-legislatifs-outre-mer-recents.html>

Publications

1 – Tourisme et environnement outre-mer

Le rapport d'information n° 547 du sénateur Michel Magras réalisé au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire sur « *Le tourisme en Guadeloupe et en Martinique* » est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr>

2 - Observatoire du financement des entreprises

Le premier rapport de l'observatoire du financement des entreprises est disponible en téléchargement sur : <http://www.mediateurducredit.fr/site/Espace-presse/Espace-presse>

3 - Médiateur auprès de la FBF

Le compte-rendu d'activité du médiateur auprès de la FBF est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/\\$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf](http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf)

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

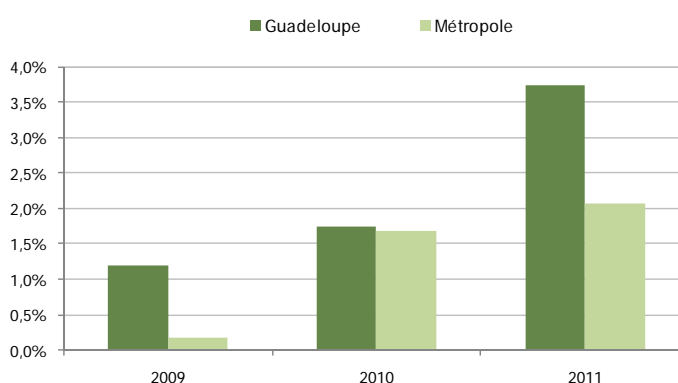
Stabilité des prix en avril

En avril 2011, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe reste stable (+0,0 %). La stabilité de l'indice résulte d'une compensation entre d'une part, la baisse des prix de l'alimentation (-0,6 %) et des services (-1,2 %) et, d'autre part, la hausse des secteurs des produits manufacturés (+1 %) et de l'énergie (+8,6 %).

En glissement annuel, les prix ont progressé de 3,7 %. Ce sont les hausses des prix de l'énergie, en particulier de ceux des produits pétroliers, qui ont principalement contribué à l'inflation annuelle.

Hors énergie, l'indice des prix à la consommation atteint 122,3, soit une hausse de 1,3 % sur un an.

Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel à fin avril



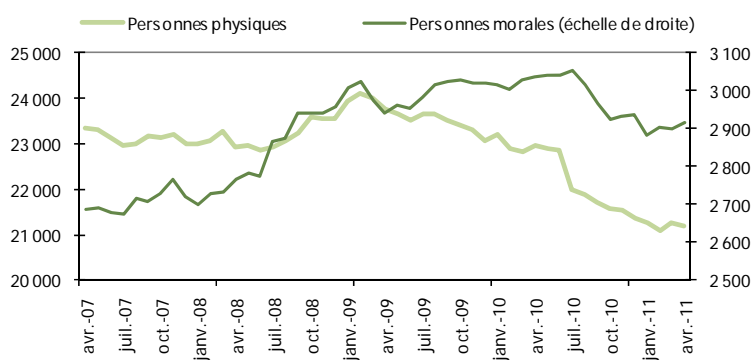
Source : Insee

Éléments d'amélioration de la vulnérabilité financière des agents économiques

A fin avril 2011, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire (21 195) recule de 7,7 % sur un an et de 0,4 % sur un mois. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'inscrit également en nette baisse (-20 % sur un an et -29,4 % sur un mois). Le nombre de personnes morales en interdit bancaire (2 916) enregistre un repli de 4 % par rapport à avril 2010.

Au 31 mai 2011, les incidents de paiement sur effet, cumulés depuis le début de l'année, enregistrent une diminution tant en valeur (-1,5 %) qu'en volume (-4,4 %). En revanche, 31 dossiers ont été déposés à la Commission de surendettement au mois d'avril. Depuis janvier 2011, 174 dossiers ont été reçus, soit 50 dossiers de plus (+40,3 %) qu'en 2010 à la même période.

Evolution du nombre de personnes physiques et morales en interdit bancaire



Source : IEDOM

Confortement de la densité du système bancaire à fin décembre 2010

Au 31 décembre 2010, la Guadeloupe compte 170 guichets bancaires de plein exercice, soit 2 unités de plus que l'année précédente correspondant à 2 ouvertures d'agence. Cette évolution concerne uniquement les banques mutualistes et coopératives, le nombre de guichets des banques AFB étant stable sur un an. Sur la période 2005-2009, l'île enregistre l'implantation de 13 agences bancaires supplémentaires, soit une moyenne de 2,6 guichets par an. Le taux d'équipement de la Guadeloupe en guichets bancaires poursuit par conséquent son amélioration en 2010. Il s'élève désormais à un guichet pour 2 649 habitants, contre un pour 2 664 l'année précédente.

Le nombre de distributeurs de billets et guichets automatiques (DAB-GAB) installés à la Guadeloupe s'établit pour sa part à 370, en hausse de 15,3 % (+49 DAB-GAB) sur un an, contre +3,9 % en 2009. En cinq ans, le parc d'automates bancaires s'est nettement renforcé avec l'installation de 113 DAB-GAB de plus qu'en 2005. Cette tendance à la hausse, constatée depuis plusieurs années, provient d'un ajustement de l'offre bancaire à la demande des agents économiques.

Parution des « Tendances conjoncturelles » du 1er trimestre 2011

A compter de ce trimestre, la synthèse du Bulletin trimestriel de conjoncture économique de l'IEDOM Guadeloupe est remplacée par la Note expresse « Tendances conjoncturelles ». La Note relative au 1er trimestre 2011 vient de paraître.

Vous pouvez vous procurer cette publication et ses annexes statistiques en la téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite du nouveau Directeur général de l'IEDOM

M. Nicolas de Sèze, Directeur Général des Instituts depuis le 17 mars, s'est rendu en Guadeloupe et à Saint-Martin du 17 au 21 mai, pour son premier déplacement outremer. Il y a participé à de nombreuses rencontres avec les autorités, les banques et les chefs d'entreprises de chaque place.

Tourisme : signature d'un contrat de destination

Le 26 mai 2011, un contrat de destination a été signé entre les acteurs du tourisme en présence de Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat en charge du Tourisme. Cet accord-cadre vise à relancer le tourisme en Guadeloupe. Les acteurs se sont engagés à promouvoir l'ouverture par Air France d'une ligne aérienne hebdomadaire entre Roissy-Charles de Gaulle et Pointe-à-Pitre, à partir du 4 novembre 2011. Pour soutenir l'opération, une campagne de promotion de huit mois et d'un montant d'1,2 million € est prévue. Elle est financée par les ministères de l'Outremer (340 000 €), du Tourisme (75 027 €), par le Comité Martiniquais du Tourisme (335 000 €), le Comité du tourisme des Iles Guadeloupe (335 000 €) et Atout France (144 972 €).

Arrivée d'une nouvelle compagnie de croisière

Pour la saison 2012/2013, la Guadeloupe accueillera 23 escales du Brilliance of the Seas de la compagnie Royal Caribbean Island, deuxième plus grosse compagnie de croisières. Ce paquebot d'une capacité de 2 250 passagers en récupérera 300 à 400 en Guadeloupe, en provenance d'Europe par vols directs une fois par semaine. Cette opération a été menée de concert par le Port Autonome, la Chambre de Commerce et le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe, qui prendra en charge la promotion de l'escale ainsi que l'accueil des touristes. Elle pourra générer 5 millions € par saison.

10e conférence maritime et portuaire de la Caraïbe

Du 15 au 18 mai s'est tenue en Guadeloupe la 10e conférence de la Caribbean Shipping Association, organisée conjointement par le Port autonome et l'Union Maritime et Portuaire de la Guadeloupe (UMEP). Ce forum régional permet aux acteurs d'échanger sur les questions de la croissance et du développement d'une navigation maritime efficace et viable dans la Caraïbe. A cette occasion, un groupe de réflexion et d'action sur les activités de la mer a été mis en place.

Les rhumiers guadeloupéens à l'honneur

Les rhumiers guadeloupéens ont récolté 14 médailles au salon international de l'agriculture à Paris, au titre de leur production de rhum et de punches. La chambre d'agriculture du département a organisé le 23 mai une cérémonie de remise de prix pour les rhumiers récompensés (Damoiseau, Bielle, Bologne, Longuetau et Bellevue).

Inauguration d'une opération de Résorption d'Habitat Insalubre (RHI) aux Abymes

Le processus de RHI entamé depuis plus de 20 ans dans le quartier de Boissard aux Abymes se poursuit. Deux résidences dénommées « Massoteau » et « Deuxième Pont » ont été inaugurées le 23 mai 2011. Construites par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG), elles comportent respectivement 73 logements et 50 logements.

Visite de Madame Roselyne Bachelot en Guadeloupe

La Ministre des solidarités et de la cohésion sociale a présidé au mois de mai le débat régional sur la dépendance des personnes âgées dans le but de dégager les pistes du « Mieux vieillir en Guadeloupe ». En 2040, les guadeloupéens âgés de plus de 80 ans seront quatre fois plus nombreux qu'en 2007 selon les projections de l'Insee.

ACTUALITE REGIONALE

10e édition du salon Saint Martin/ Sint Maarten Annual Regional Tradeshow (SMART)

Du 25 au 27 mai 2011, le bureau du tourisme de Sint Maarten et l'Office de tourisme de Saint-Martin ont organisé la 10e édition du SMART. Ce salon des professionnels du tourisme de la Caraïbe leur permet de faire la promotion de leur destination et de rencontrer des agents touristiques venus du monde entier.

Actualisation de la liste des Etats non coopératifs.

La liste des Etats et territoires non coopératifs (ETNC) établie par le ministère de l'Economie et des Finances vient d'être actualisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011. Elle comporte 18 entités considérées comme refusant la transparence fiscale et la coopération administrative avec la France. Sainte-Lucie et Saint-Kitts-Et-Nevis n'en font plus partie, depuis la signature d'une convention d'assistance administrative réciproque. En revanche, les îles Turks et Caïcos y rejoignent d'autres états de la Caraïbe (Anguilla, Belize, la Dominique, Grenade et Saint-Vincent et les grenadines).

Fusion de Caribbean Airlines et Air Jamaica

La compagnie aérienne nationale de Trinidad (Caribbean Airlines) a acquis la flotte et le réseau d'Air Jamaica. La fusion des deux compagnies aériennes régionales a été officialisée au mois de mai 2011, avec la signature d'un pacte d'actionnaires par le ministre jamaïcain des Finances, Shaw Audley, et son homologue trinidadien, Winston Dookeran.

Investiture de Michel Martelly en Haïti

Le 14 mai 2011, Michel Martelly est devenu le 56e président d'Haïti. Il a succédé à René Préal en présence d'Alain Juppé, ministre de la Défense français. La ratification du choix du Premier ministre, Daniel Rouzier, est en cours.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France	Avril 2011		125,6	0,0 %	3,7 %
					-	2,1 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Avril 2011		55 270	0,0 %	6,6 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	Avril 2011		22	-	38,3 %
	Importations - (en M€)			227	-	36,6 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Avril 2011		39	-6,5 %	-9,5 %
	Cumul annuel			149		-4,5 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées	Avril 2011		501	-	-9,4 %
		Cumul annuel		1 887		-16,4 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Avril 2011		21 195	-0,4 %	-7,7 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Avril 2011		408	-29,4 %	-20,0 %
	Cumul annuel			1 752		-12,0 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Cumul à fin Mai		174	-	40,3 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Mai 2011		2 247	111,2 %	60,3 %
		cumul annuel		6 588	-	-1,5 %
	- Nombre	Mai 2011		131	19,1 %	1,6 %
		cumul annuel		590	-	-4,4 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Avril 2011		172 592	-3,8 %	13,1 %
	Cumul annuel			692 926	-	7,7 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	Cumul à fin Avril 2011		1 040 848	-	12,5 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			262 815	-	-6,6 %
Immatriculations (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN)	Mai 2011		1 142	-7,0 %	-
		Cumul annuel		6 546	-	4,7 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	Mai 2011		24 925	135,1 %	29,8 %
	Cumul annuel			94 834	-	-5,1 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	Avril 2011		4 902	22,4 %	ns*
	Cumul annuel			15 421	-	128,5 %

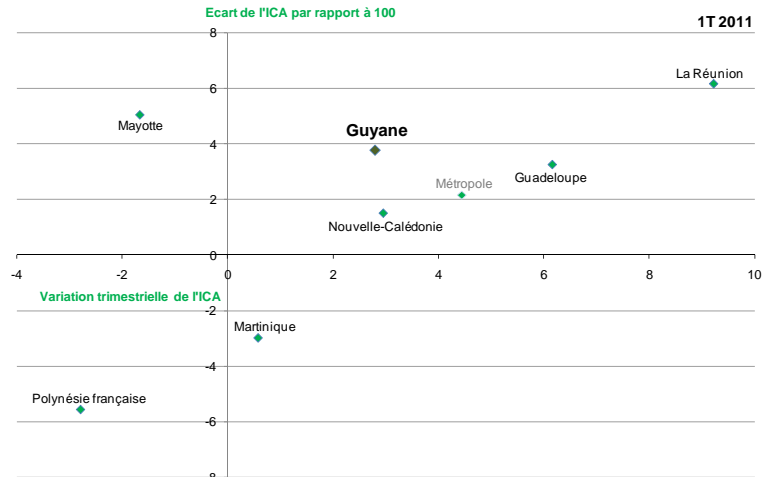
*Pas d'expédition depuis la semaine 2010-08 incluse, suite aux retombées des cendres de la Soufrière de Montserrat

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Amélioration du climat des affaires ultramarin

Au 1^{er} trimestre 2011, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre en Guyane pour le 3^{ème} trimestre consécutif une progression (+ 2,8 points), il dépasse légèrement sa moyenne de longue période restant toutefois en deçà du niveau atteint début 2008. Les soldes d'opinions relatifs à l'activité et aux prix futurs expliquent l'amélioration constatée.

Plus globalement, l'indicateur de climat des affaires est en amélioration dans la majorité des DOM-COM, et en métropole, à l'exception de la Polynésie française (-3 points) et de Mayotte (- 0,5 point). Le climat des affaires est désormais jugé favorable par les chefs d'entreprises (ICA supérieur à 100), sauf en Polynésie française (94) et dans une moindre mesure à la Martinique (97). Le niveau atteint par l'ICA reste néanmoins généralement en-deçà du niveau atteint avant la crise économique et financière, hormis à la Réunion.



Sources : Enquêtes de conjoncture de l'IEDOM, IEM, Banque de France

Une conjoncture bancaire et financière changeante

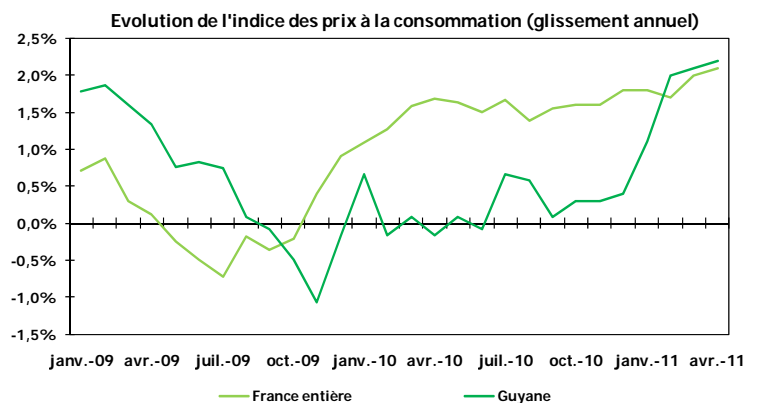
Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit de la place mettent en avant une conjoncture bancaire et financière marquée par un sentiment d'essoufflement général de leur activité au 1^{er} trimestre 2011, après une bonne fin d'année 2010, et par une concurrence de plus en plus présente de la métropole et des banques des Antilles. Davantage prononcé sur le marché des crédits que sur la collecte de dépôts, ce ralentissement ne devrait toutefois pas se poursuivre comme en témoigne l'optimisme général des dirigeants pour l'activité du 2nd trimestre 2011. Malgré la détérioration du coût du risque et des charges d'exploitation, les indicateurs de rentabilité devraient s'améliorer au deuxième trimestre, portés par une forte progression du PNB.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En avril 2011, l'indice des prix à la consommation reste stable sur le mois. La hausse du poste énergie (+ 2,4 %) est compensée par la baisse des prix de l'alimentation (- 1,0 %). Sur un an, l'inflation s'inscrit en légère hausse (+ 2,2 % contre + 2,1 % en mars 2011). La progression des prix de l'énergie s'intensifie (+ 16,7 %, expliquée par les nombreuses réévaluations des prix administrés des carburants sur les derniers mois). Les prix des produits manufacturés restent sur leur tendance baissière (- 0,9 %), alors que les prix des services progressent de 2,1 %.

Le rythme de progression en glissement annuel a rattrapé depuis février 2011 celui de la France entière (+ 2,1 %). En revanche, l'inflation guyanaise reste en-deçà des taux atteints dans les autres DOM : + 3,7 % à la Guadeloupe sur un an, + 3,1 % à la Martinique et + 2,9 % à la Réunion. La hausse des prix des produits frais et des services est plus importante en Guyane que dans le reste de la France ; cependant, les prix des produits pétroliers augmentent moins vite en Guyane.



Indice avec tabac.
Source : INSEE

Emploi

Après deux mois de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) s'inscrit à nouveau en hausse en avril 2011 (+ 0,5 % après CVS sur le mois). Le chômage des jeunes (demandeurs de catégorie A de moins de 25 ans) est en léger recul (- 0,4 % après CVS) pour le troisième mois consécutif. Le chômage de longue durée (supérieur à un an) enregistre également une légère baisse (- 0,2 % après CVS), pour la première fois depuis août 2010. Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit (+ 10,4 % pour les DEFM A).

Consommation

Les indicateurs relatifs à la consommation semblent témoigner d'un certain regain de confiance chez les agents économiques en ce début d'année 2011. En cumul sur le 1^{er} trimestre, les importations de biens de consommation¹ augmentent de 6,3 % sur un an, grâce notamment à la progression des entrées de produits des industries textiles et manufacturés divers.

¹ Importations des « textiles, habillement, cuir et chaussures », « produits pharmaceutiques », « produits manufacturés divers », « produits de l'édition et de la communication ».

Les recettes d'octroi de mer (sur les biens destinés aux ménages comme aux entreprises) cumulées sur les 4 premiers mois de l'année affichent pour leur part une progression de 12,0 % sur un an, malgré un recul entre mars et avril 2011 (- 13,4 % après CVS).

Enfin, les ventes de véhicules neufs aux particuliers cumulées à avril 2011 progressent de 14,7 % sur un an, en dépit d'un repli de 13,8 % sur le mois (données brutes).

Commerce extérieur

Cumulées sur le 1^{er} trimestre 2011, les importations de biens enregistrent sur un an une hausse de 17,8 % en valeur. Si la majorité des postes croît (dont + 16,4 % en valeur pour les importations de produits des industries agroalimentaires), la plus grosse part de la progression se concentre sur les biens d'équipement, notamment quelques biens à forte valeur ajoutée dont certains liés au spatial. En parallèle, les exportations de biens enregistrent un fort recul sur l'année (- 30,4 %). Cette variation s'explique par un « effet de base » après des chiffres au 1^{er} trimestre 2010 exceptionnellement élevés en raison de réexportations de biens d'équipement liés au spatial.

BTP

En avril, les ventes de ciment restent dynamiques : + 18,6 % par rapport au mois de mars (variation après CVS), et + 17,2 % sur l'année. Les perspectives 2011 de la filière sont bonnes, grâce notamment à un volume important de commandes publiques (logements sociaux, reconstruction du quai n°2 de Dégrad des Cannes ou encore projet de station d'épuration sur Cayenne).

Conseil Interministériel de l'Outre-Mer

Le 18 mai 2011, était organisé à l'Assemblée Nationale un débat destiné à tirer le bilan du Conseil Interministériel de l'Outre-Mer (CIOM) de novembre 2009. Selon la majorité des députés ultramarins, sur les 639 mesures avancées lors du CIOM, seules 137 ont été retenues de manière définitive par le gouvernement. Il en ressort un taux d'exécution des mesures d'environ 20 % selon les géographies². Les députés ultramarins ont également profité de cette occasion pour proposer une nouvelle réunion du CIOM, afin de remobiliser le gouvernement autour de la problématique de l'Outre-mer. A noter que le think tank « Terra Nova » a récemment publié une étude à ce sujet.

Finances publiques

L'Agence française de développement (AFD) a signé avec Macouria une convention de prêt d'un montant de 3 M€. L'AFD souhaite ainsi accompagner la commune dans la réalisation de projets d'investissements structurants. Le prêt de l'AFD, qui permettra de financer 97 % du montant des investissements, sera notamment affecté à la réhabilitation ou l'amélioration d'équipements sportifs, la réhabilitation de la mairie, l'acquisition d'un terrain en vue de la création d'un village de loisirs, l'achat d'un bus scolaire ou encore des travaux de voirie.

L'AFD a également signé, le 30 mai, une convention de prêt avec la mairie de Saül, d'un montant 147 500 €, afin de permettre à la commune de développer ses infrastructures. Ce financement sera principalement affecté à l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour la population, à l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux usées et pluviales, à la remise en service de la boulangerie communale ainsi qu'à l'aménagement des sentiers pédestres.

Entreprenariat

Le 29 avril 2011, la Région Guyane, l'Agence régionale de développement économique, l'Agence pour la création d'entreprises et la Caisse des dépôts et consignations ont officiellement présenté le programme « Entreprendre en Guyane ». Il s'agit d'un portail internet régional unique, gratuit, dédié à la création d'entreprises. Le site propose des informations sur la création, le développement, la reprise-transmission d'entreprises, les dispositifs régionaux pour les porteurs de projet, des outils techniques et une feuille de route destinés à accompagner l'entrepreneur dans sa démarche. Cette initiative vise à encadrer et stimuler la dynamique entrepreneuriale de la Guyane, qui compte aujourd'hui près de 11 000 entreprises (dont 40 % d'autoentrepreneurs). La création d'entreprises pourrait permettre de débloquer un marché du travail desservi par une croissance démographique importante.

Guyane base avancée

Une délégation guyanaise, composée d'élus et de professionnels, s'est rendue début mai 2011 dans le Pas-de-Calais dans le cadre du projet « Guyane base avancée ». Ce département s'est en effet lancé dans une démarche similaire de base arrière pour les équipes françaises, en vue des Jeux Olympiques de Londres en 2012. Au programme pour la délégation guyanaise : visites de sites, étude des aspects sportifs et techniques, mais aussi des éventuelles retombées économiques.

Secteur hôtelier

Le décret d'application relatif à l'aide à la rénovation des hôtels dans les DOM a été publié en mai 2011. Il permet la mise en application des mesures prévues dans la Loi pour le développement économique de l'outre-mer (Lodeom), votée en mai 2009. Cette loi prévoit le versement d'une aide aux professionnels souhaitant rénover leurs hôtels, jusqu'à 7 500 € par chambre, à condition que l'hôtel ait plus de 15 ans. La rénovation devra également présenter un intérêt économique et social pour le territoire ultramarin en question.

Secteur spatial

Le 20 mai 2011, lors de son 58^{ème} lancement, et après un report de 24 heures pour des vérifications supplémentaires, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : ST-2 pour l'opérateur joint venture entre Singapore Telecommunications Limited et Chunghwa Telecom Company Limited, GSAT-8 pour l'Indian Space Research Organisation. Ltd. Le prochain lancement est prévu début juillet 2011.

Pont sur l'Oyapock

Le 28 mai 2011, les ouvriers brésiliens ont effectué la jonction entre les deux tabliers du pont qui surplombe le fleuve Oyapock, reliant ainsi symboliquement la Guyane et le Brésil. Coté guyanais, le raccordement routier est terminé et les aménagements aux abords du pont sont en cours de réalisation. Coté brésilien, les travaux concernant la route bitumée permettant de relier la ville d'Oiapoque devraient débiter dès la finalisation du pont. L'inauguration reste programmée pour le mois de septembre.

² La Ministre en charge de l'Outre-mer, Mme Penchard, retient quant à elle un taux d'exécution de 85 % : la notion de mesure « exécutée » étant différente, et le nombre de mesures initiales variant selon les interlocuteurs.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – avril 2011 (Indice base 100 : année 1998)	123,1	0,0 %	+ 2,2 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin avril 2011	16 852	+ 0,5 %	+ 10,4 %
	Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin mars 2011	6 858	+ 0,7 %	+ 5,8 %
RSA (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mars 2011	15 218	+ 1,9 % (1)	n.d (1)
	Prestations nettes versées en mars 2011	6,9 M€	- 10,7 % (1)	n.d (1)
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- avril 2011	8,9 M€	- 13,4 %	+ 15,9 %
	Rappel : cumul 2011 des recettes	39,0 M€		+ 12,0 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – mars 2011	12,3 M€	- 30,1 %	- 55,7 %
	Cumul 2011	35,5 M€		- 30,4 %
	Importations – mars 2011	120,1 M€	- 1,9 %	+ 13,8 %
	Cumul 2011	313,3 M€		+ 17,8 %
	Taux de couverture en cumul - à fin mars 2011	11,3 %		- 7,9 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mai 2011	2 tirs Ariane 5 (1 ATV et 4 satellites lancés)
	Rappel cumul à fin mai 2010	1 tir Ariane 5 (2 satellites lancés)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an)
	Exportations de riz (cumul à mars 2011)	2 054 tonnes (+ 25,8 %) pour 0,7 M€ (+ 22,6 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – avril 2011	6 667 tonnes (+ 17,2 % sur un an)
	Cumul 2011	28 006 tonnes (+ 26,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2010)	943,1 tonnes (- 28,9 % sur un an)
	Exportations de crevettes (cumul à mars 2011)	176,6 tonnes (- 17,0 % sur un an) pour 1,1 M€ (- 19,1 %)
Or (Source : Douanes) *	Exportations d'or (mars 2011)	2,5 M€ (- 22,5 % sur un an) Pour 0,1 tonne (- 41,9 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	70 619 m ³ (- 16,2 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières (CVS)

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Service central des risques au 31 mars 2011 : des encours stables sur le trimestre mais en repli sur l'année.

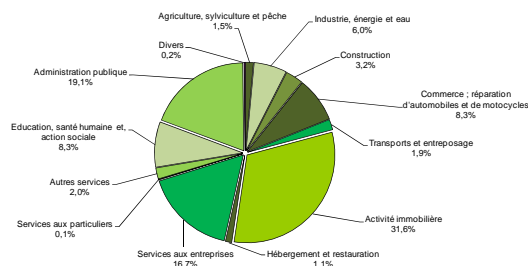
Au 31 mars 2011, l'encours des crédits aux entreprises et aux collectivités recensés par le Service central des risques de la Banque de France atteint 5,4 milliards d'euros à la Martinique, soit + 0,1 % sur le trimestre. Toutefois, sur un an, il se replie de 1,2 %, en dépit de la progression des secteurs « commerce » et « éducation » (respectivement + 6,8 % et + 4,9 %).

Quatre secteurs enregistrent un accroissement trimestriel de leurs encours : industrie-énergie-eau (+ 12,4 %), activité immobilière (+ 2,2 %), éducation, santé et action sociale (+ 1,3 %) et administration publique (+ 1,8 %).

La progression en 2010 des concours en faveur de l'agriculture, du commerce et des transports ne s'est pas confirmée au cours du premier trimestre 2011. Leurs encours régressent respectivement de 32,1 %, 1,9 % et 12,5 %

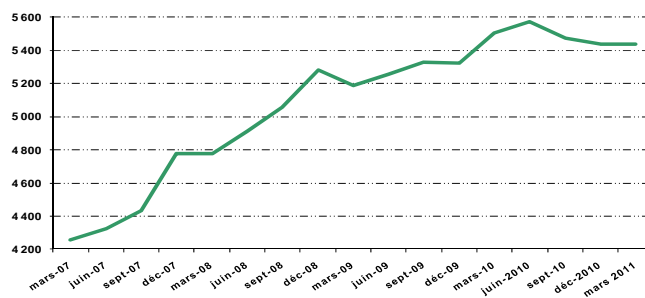
L'encours de l'activité immobilière à fin mars 2011 (1,7 milliard d'euros, 31,5 % du total) retrouve son niveau de juin 2010 ; il est quasi-stable sur un an (- 0,2 % après - 1,5 %), tandis que celui de l'administration publique (1 milliard d'euros) s'érode de 1,2 % par rapport à mars 2010.

Répartition des risques par secteur au 31 mars 2011



Source : Banque de France

Evolution de l'encours des risques bancaires (M€)



Source : Banque de France

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

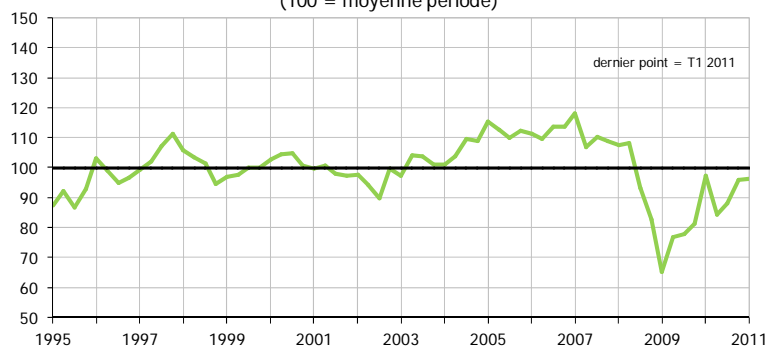
Activité économique : le climat des affaires stagne au 1^{er} trimestre 2011

Au premier trimestre, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est stabilisé par rapport au trimestre précédent. En hausse de 0,4 point sur le trimestre (-0,9 point sur un an), l'ICA reste situé à un niveau inférieur à celui de la moyenne de longue période.

La conjoncture économique demeure incertaine au début de l'année 2011 malgré le redressement observé en 2010. Le nombre de demandeurs d'emploi est de nouveau orienté à la hausse au premier trimestre (+2,5 %), dénotant un manque de ressort de l'activité économique et l'absence de visibilité des entrepreneurs.

Le secteur du tourisme a confirmé l'orientation favorable amorcée le trimestre précédent, alors que les secteurs du BTP et du commerce font état d'une stagnation ou d'une moindre dégradation. L'activité des secteurs de l'agriculture et de l'industrie s'est toutefois dégradée en liaison avec les perturbations liées aux conflits sociaux du début d'année (port, EDF, transporteurs).

Indicateur de climat des affaires à la Martinique (100 = moyenne période)

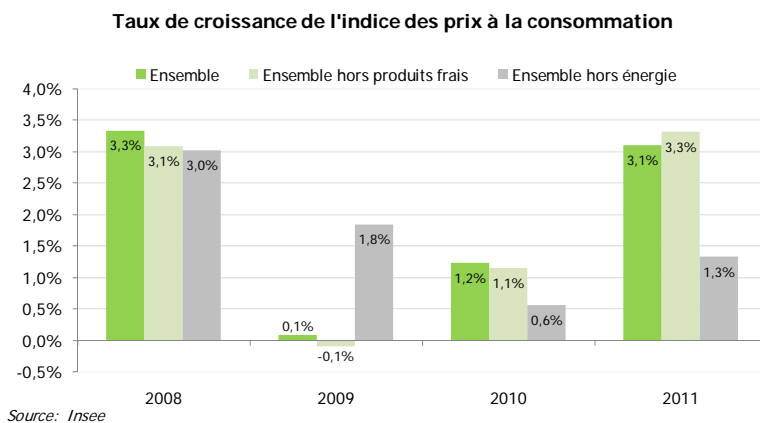


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Inflation : nouveau rebond des prix

A fin avril 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,3 soit une hausse de 0,3 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 3,1 % contre 1,2 % à fin avril 2010, principalement en raison de l'énergie. Hors énergie, cette progression passe à +1,3 %.

Le relèvement des prix tient à la progression des prix de l'énergie (+ 21,4 % sur un an) et dans une moindre proportion à la hausse des prix des services (+1,9 %). Ces deux postes contribuent respectivement à hauteur de 61,8 % et 27,5 % à la hausse des prix. Par ailleurs, les prix de l'alimentation sont restés stables (-0,1 % sur un an) tandis que les produits manufacturés se sont renchérissés de 1,2 % sur un an.



Dans les autres géographies, le niveau de l'inflation est inférieur à celui enregistré en Martinique. Il se situe à 2,1 % en Métropole, 2,2 % en Guyane, et 2,9 % à la Réunion. En revanche, les tensions inflationnistes sont plus marquées en Guadeloupe (+3,7 %).

ACTUALITE REGIONALE

Produits pétroliers :

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} juin à : 1,52€/L pour le super sans plomb (- 2 centimes par rapport à mai) et 1,21€/L pour le gasoil (- 7 cts). Cependant, le prix de la bouteille de gaz a augmenté de 18 centimes (24,24€).

Visite de la Ministre des Solidarités et de la Cohésion Sociale :

Au cours de sa visite dans le département le 23 mai, Roselyne BACHELOT, Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, a assisté à un débat citoyen sur « les enjeux du vieillissement » et « la prise en charge des personnes dépendantes », au cours duquel elle a émis des propositions. La première porte sur l'élaboration de filières et de pôles gérontologiques en réponse au vieillissement accéléré de la population martiniquaise. La seconde concerne la solidarité nationale avec la création de structures de répit afin de soulager les familles venant en aide à leurs proches touchés par une perte d'autonomie.

Visite de la Ministre de l'Outre-mer :

La Ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce PENCHARD, le Secrétaire d'État au Tourisme, Frédéric LEFEBVRE et Serge LETCHIMY, Président du Conseil Régional, ont signé, le 26 mai, un contrat de destination qui associe également Air France et les professionnels du tourisme. Ce contrat permet d'assurer un vol hebdomadaire depuis l'aéroport de Roissy vers la Martinique. En outre, une campagne de communication sera financée par l'Etat et les collectivités territoriales, pour relancer l'activité touristique aux Antilles. Une convention de promotion permettra également de dynamiser ce secteur.

Lors de sa visite, la Ministre s'est également entretenue avec le Président du Conseil Régional, avant le débat sur la collectivité unique à l'Assemblée Nationale, au sujet du projet de loi modifié. Enfin, une Charte d'Engagement de Prévention et de Lutte contre l'illettrisme (programmé pour les années 2011 à 2013), a été signée le 27 mai par la Ministre de l'Outre-mer, prévoyant un budget de plus de 5 millions d'euros (dont 1,7 M€ de l'État, 1,2 M€ du ministère de l'Outre-mer et au moins 2,1 M€ par les collectivités locales). Alors que, selon l'INSEE, 14% des martiniquais sont concernés par l'illettrisme (soit 5 points de plus que la France hexagonale), cette chartre s'adresse aux enfants ainsi qu'aux adultes.

INDICATEURS DE REFERENCE

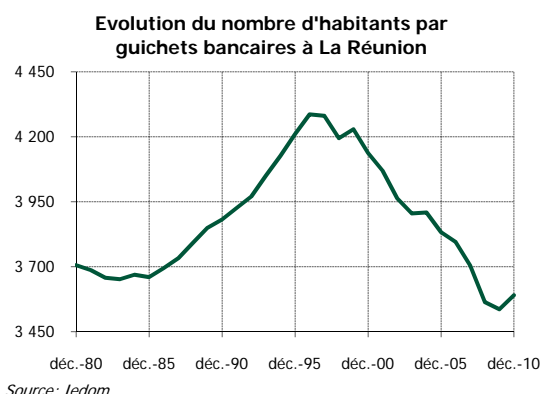
			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- avril 2011	126,3	+0,3 %	+3,1 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- avril 2011	40 840	-1,0 %	+5,2 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- avril 2011	24,7 %		+ 1,1 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- mars 2011	20 268	-0,8 %	-3,2 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- mars 2011	263,0	97,0 %	+21,3 %
	Exportations (en M€)	- mars 2011	42,3	ns	+15,5 %
	Taux de couverture mensuel :		16,1 %	-	-0,8 point
Grande distribution (source : DRCCRF)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2011	40,9	-3,2 %	+7,1 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2011	163,1		+4,6 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaire	- avril 2011	17 761	-0,1 %	-5,3 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- avril 2011	4 996	-	-10,3 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- avril 2011	140 569	-4,8 %	+11,6 %
		- cumul annuel	566 850		+4,2 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2011	4 382	-17,4 %	-41,6 %
		- cumul annuel	19 614	-	-65,0 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2011	16 504	+31,0 %	-2,3 %
		- cumul annuel	63 428		-3,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2011	910	+46,5 %	-9,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2011	199	+37,2 %	+20,6 %
	cumul annuel (VPN + VUN)		2 863	-	-2,4 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse du nombre de guichets bancaires en 2010



Le nombre d'habitants par guichet bancaire permanent (y compris l'ensemble des guichets postaux) s'établit à 3 591 habitants fin 2010 à La Réunion, contre 3 537 fin 2009. Cette augmentation, liée à la stabilisation du nombre d'agences dans un contexte démographique toujours dynamique, met fin à une longue période de baisse permise par l'accélération, à partir de 1996, du rythme des ouvertures d'agences.

En dépit de la nette amélioration observée ces dernières années, le ratio réunionnais demeure toujours très supérieur à celui observé pour la France entière (un guichet pour 1 653 habitants selon la Fédération Bancaire Française). Cependant, le ratio rapportant le nombre de guichets bancaires à la superficie totale de l'île est favorable à La Réunion, avec un guichet pour 10,6 km² en 2010 contre un guichet pour 16,2 km² pour la France entière.

Reprise du nombre d'impayés sur effet

Au premier trimestre 2011, le nombre d'impayés sur effet de commerce est en hausse de 2,5 % par rapport au premier trimestre 2010. Cet accroissement interrompt la baisse observée depuis le quatrième trimestre 2009. Parallèlement, le montant des impayés a progressé de 2,0 %, après + 4,5 % au quatrième trimestre 2010.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	126,7	+ 0,7 %	+ 3,0 %
		123,8	+ 0,3 %	+ 2,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'€)	25 614	+ 4,4 %	+ 13,0 %
	En cumul (milliers d'€)	91 470	-	+ 10,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€)	1 576,3	-	+ 27,0 %
	Exportations (en cumul - millions d'€)	100,0	-	+ 25,1 %
	Taux de couverture	6,3 %	-	- 0,1 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	117 320	- 0,1 %	+ 10,0 %

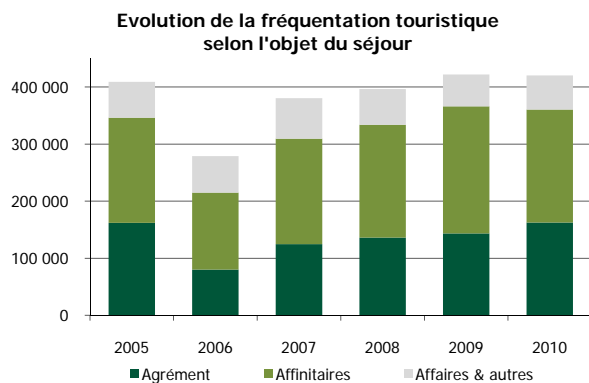
LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	159 255	- 5,4 %	+ 19,9 %
	Cumul 2011	686 783	-	+ 11,8 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	3,4	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	3,5	-	- 57,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	60,2	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	61,3	-	- 45,9 %
	Effectifs salariés du BTP	17 125	- 0,1 %	+ 0,2 %

Une étape importante du basculement des eaux d'Est en Ouest achevée

La galerie Salazie Amont, qui constitue un ouvrage majeur du projet ILO (irrigation du Littoral Ouest), met un terme aux travaux de creusement souterrain entrepris depuis 1989. D'un diamètre intérieur de 3,20 m et d'une longueur de 8 531 m, elle s'étend entre la rivière des Pluies et la prise du Mât dans le cirque de Salazie. Cette nouvelle galerie permettra d'acheminer vers l'Ouest, 4,4m³ par seconde d'eau en provenance des Rivières du Mât et des Fleurs jaunes. L'objectif est d'aborder agricole (73 % du débit), permettant l'irrigation de 7 150 hectares de cultures entre le Port et Saint-Leu. Le basculement apportera également un complément de ressources aux communes de l'Ouest et contribuera à la recharge de la nappe de la rivière des Galets. Ce chantier totalise 30 km de galeries souterraines traversant les cirques de Mafate et de Salazie.

Stabilité de la fréquentation, mais hausse de la clientèle d'agrément en 2010



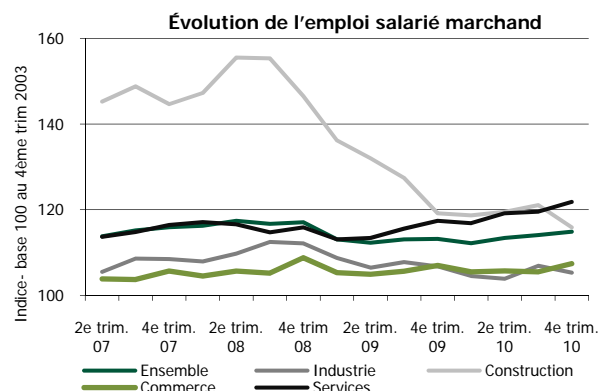
Source: Insee - IRT

3,2 % en 2010. Depuis 2007, l'île a perdu près d'un quart du nombre d'arrivées pour affaires, en raison de la baisse de l'activité économique et de la fin des grands travaux. La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Progression de l'emploi marchand en 2010

Au quatrième trimestre 2010, l'emploi marchand à La Réunion progresse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par l'accroissement de l'emploi salarié dans le commerce (+ 1,8 %) lié aux fêtes de fin d'année, ainsi que dans les services marchands (+ 1,9 %), notamment dans l'hébergement et la restauration (+ 5,7 %) en raison de la bonne tenue de l'activité touristique en fin d'année.

Sur un an, l'emploi s'est accru de 1,4 %, après une chute de 3,3 % en 2009. Les services marchands y contribuent fortement avec une augmentation de 3,7 % du nombre de salariés, tandis qu'il diminue dans l'industrie et la construction (respectivement - 1,4 % et - 2,8 % après - 4,8 % et - 18,7 % en 2009). L'emploi a nettement augmenté dans tous les secteurs des services marchands. Les secteurs les plus dynamiques demeurent l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (hors titulaires), les autres activités de services (composées notamment d'associations), ainsi que l'hébergement et la restauration. La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Source: Insee

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Près de la moitié du programme opérationnel européen engagé

Le programme opérationnel 2007-2013 des interventions de l'Union Européenne pour La Réunion est doté d'un budget de 1,9 milliard d'euros. Au 31 décembre 2010, 914 millions d'euros ont été engagés, soit près de la moitié des crédits ouverts. Ces crédits engagés concernent majoritairement le FEDER (47,0 % de l'ensemble des montants engagés), et notamment les projets d'aménagement du territoire et de l'environnement, même si tous les programmes ont vu leur engagement croître. Près du tiers des crédits engagés ont été effectivement versés à fin 2010. Avec 196 millions d'euros, le FEDER concentre les deux tiers des montants versés, ce qui représente 45,4 % des engagements de ce fonds.

Fusion du centre hospitalier Félix Guyon et du groupe hospitalier Sud Réunion

Les conseils de surveillance du centre hospitalier Félix Guyon et du groupe hospitalier Sud Réunion ont décidé, par délibérations le 24 mai 2011, la fusion des deux établissements pour constituer un établissement public de santé, le centre hospitalier Régional de La Réunion (CHR), et permettre ainsi la création d'un centre hospitalier universitaire (CHU). Ce nouvel établissement unifié verra le jour le 1^{er} janvier 2012. Cette étape décisive dans la création du CHU intervient après la création d'une unité de formation et de recherche (UFR) Santé et l'ouverture à La Réunion de la première promotion du PCEM2 (2^{ème} année des études de médecine) par l'Université de La Réunion.

Nouveau décret sur la rénovation des hôtels de tourisme dans les Dom

Le nouveau décret relatif à l'aide pour la rénovation des hôtels de tourisme situés dans les départements d'Outre-mer, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, a été publié au journal Officiel le 24 mai 2011. Tout d'abord, ce décret supprime la procédure d'agrément de l'aide à la rénovation hôtelière prévue par l'article 26 de la LODEOM afin de rendre la procédure de rénovation hôtelière plus lisible et moins complexe. L'aide est accordée pour des établissements construits depuis plus de quinze ans. Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 7 500 € par chambre à rénover dans la limite de 100 chambres. Le décret est disponible sur le [site de légifrance](#).

Guy Dupont, nouveau président du GIP Gerri

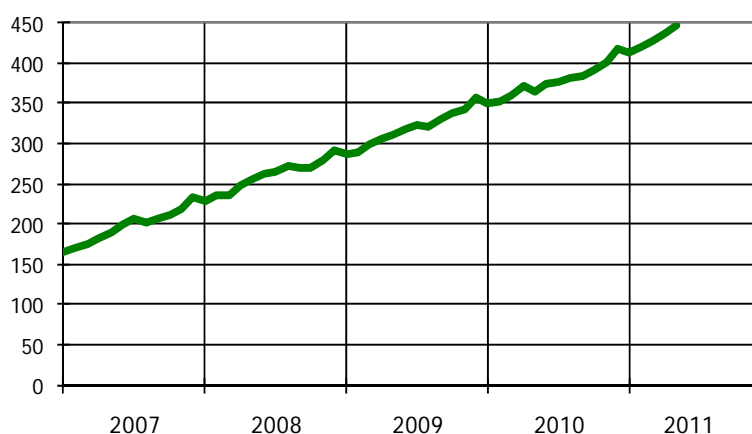
Marie-Luce Penchard a officialisé, à l'occasion de son déplacement dans le département, la nomination de Guy Dupont à la présidence du Groupement d'intérêt public (GIP) en charge du projet Gerri. Guy Dupont, l'ancien président de la Fédération des entreprises de l'Outre-mer (Fedom), succède à Jacques de Chateaufieux.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

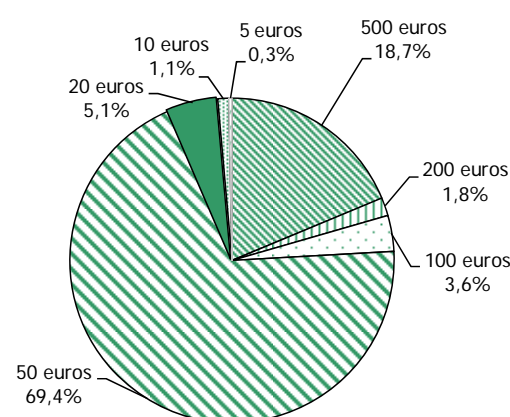
Les émissions nettes

Au 31 mai, les émissions nettes de billets s'étoffent de 8,6 millions d'euros sur le mois, soit +1,9 % (contre +2 % le mois précédent) et atteignent 446,2 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +1 %, après +2,2 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte s'établit à 8,5 millions au 31 mai 2011. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'était apprécié de plus d'un euro dix en janvier (à 52,1 €), progresse encore et atteint 52,7 €.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 mai 2011



Répartition des billets en valeur au 31 mai 2011



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Tourisme

Dans le cadre du Plan d'aménagement et du développement durable (PADD) du Conseil général, le site de Bambo-Est sur la commune de Bandréle est convoité par deux grands projets hôteliers. Le premier, de 140 chambres, est porté par le groupe Icard, la Colas et la SIM. Le second, de 160 chambres, est porté par le groupe Hilton. Les deux projets sont estimés à 50M€. Neuf projets sont retenus pour les sites de M'tsanga Beach (commune de Sada) et M'tsanga Gouéla (commune de Bouéni). Ces projets proposent des concepts de « safari lodge » et « éco-lodge ». L'intérêt du projet pour le développement de l'île, le respect de l'environnement et l'inscription du projet dans une démarche durable font partie des critères d'attribution.

Le 24 mai 2011, est paru au Journal officiel, le décret n° 2011-566 relatif à l'aide à la rénovation des hôtels de tourisme situés dans les départements d'Outre-mer. Il en précise les conditions d'attribution. Le dispositif s'adresse aux hôtels construits depuis plus de 15 ans. Il prévoit 7500€ d'aide par chambre dans la limite de 100 chambres par établissement et 6500€ par chambre pour les établissements de classe inférieure à trois étoiles. Les demandes d'aides sont instruites par la préfecture.

Aménagement du territoire

Le 25 mai 2011, la préfecture de Mayotte et la mairie de Mamoudzou ont tenu un point de presse commun sur l'avancement des grands projets structurants de la commune de Mamoudzou. Ont été évoqués, entre autres, les projets d'aménagement du front de mer, du terre-plein de M'tsapéré (30M€ d'investissements), la zone d'aménagement concertée de Hamaha (ZAC) où 100 logements devraient être livrés dès la rentrée 2011, la réhabilitation des logements du quartier M'gombani et le projet de contournement de Mamoudzou pour la fluidification du trafic (coût estimé à 130M€).

Sociale

Mayotte Habitat a inauguré ses locaux, le 28 mai 2011, en présence du préfet et des nombreux partenaires dont l'AFD et la SIM. Son action principale concerne l'aide pour l'accession à la propriété des ménages défavorisés. Cette structure, inspirée de Réunion Habitat, sert d'interface entre les banques et les futurs propriétaires. Plus de 200 logements sociaux sont déjà construits. Les partenaires prévoient d'en construire entre 80 et 100 par an. Depuis la signature de Mayotte Habitat, 10 dossiers ont été remis aux banques.

Etablissements de crédit

Le bilan de l'année 2010, présenté par l'AFD en mai, révèle que les prêts à long terme consentis au secteur public, d'un montant total de 28,25 millions d'euros, sont en progression de 22 % par rapport à 2009. Le financement du secteur privé se fait essentiellement sous forme de garanties aux organismes bancaires pour leurs prêts aux entreprises privées. Ce dispositif a permis au secteur privé d'emprunter 20,6 millions d'euros sur le marché financier, garantis à hauteur de 4,39 millions d'euros par l'AFD. Selon les estimations de l'AFD, ces financements auraient permis de créer 180 emplois et d'en maintenir 295.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	avr.-11	114,4	1,4%	4,8%
Chômage (source : Pôle emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	mars-11	6 730	-	-40,4%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-11	29 579	22,8%	5,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées mars-11	81 921	56,5%	-1,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-11	863	18,3%	96,5%
		cumulées mars-11	1 983	77,1%	28,6%
	Taux de couverture	mensuels mars-11	2,92%	-0,11 pt	1,35 pt
	cumulés mars-11	2,42%	0,28 pt	0,57 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels avr.-11	411	-15,1%	-4,6%
		cumulés avr.-11	1 901	-	19,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels avr.-11	19 196	-10,2%	16,0%
		cumulés avr.-11	83 417	-	12,3%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels avr.-11	33,4	-5,8%	13,6%
	(départs) cumulés avr.-11	686,2	-	n.d	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles mars-11	10 222	84,3%	116,7%
		cumulées mars-11	22 038	-	27,2%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	mars-11	37 336	0,3%	4,3%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles mars-11	22 160	21,6%	7,7%
		cumulées mars-11	59 859	-	3,5%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :				
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels mai-11	97	2,1%	-2,0%
		cumulés mai-11	433	-	20,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels mai-11	12	9,1%	-20,0%
	cumulés mai-11	58	-	-34,8%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuels mars-11	5,8	44,5%	-2,9%
		cumulés mars-11	12,4	-	13,1%
	- en milliers euros	mensuelles mars-11	34,5	43,8%	-9,3%
	cumulées mars-11	79,6	-	12,7%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	13/04/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mai 2011)			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6780%	0,6483%	1,0016%	1,0230%	1,2430%	1,4240%	1,7060%	2,1470%

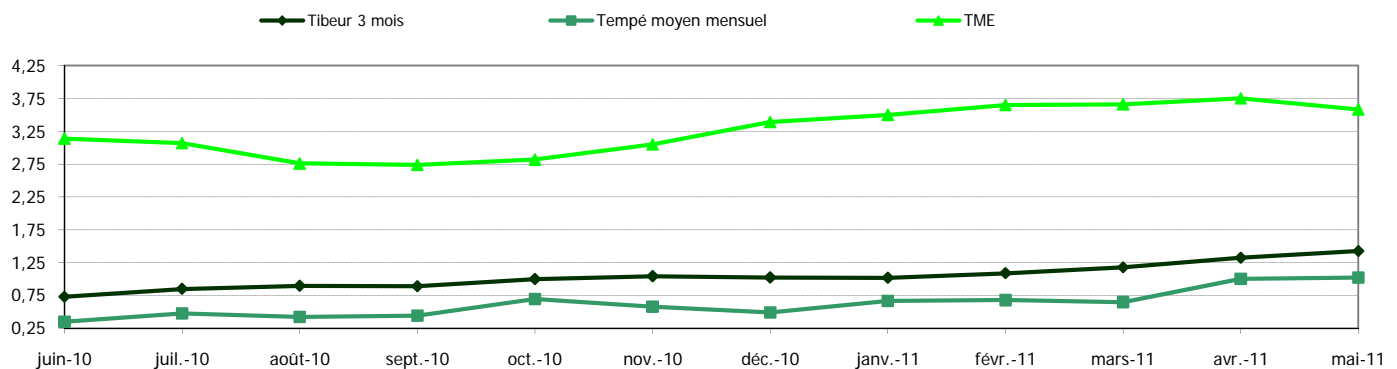
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
3,65%	3,66%	3,75%	3,58%	3,85%	3,86%	3,95%	3,78%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts relais	5,99%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,47%	Découverts en compte (1)	13,77%
Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts personnels et autres prêts	8,03%	Découverts en compte	8,03%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

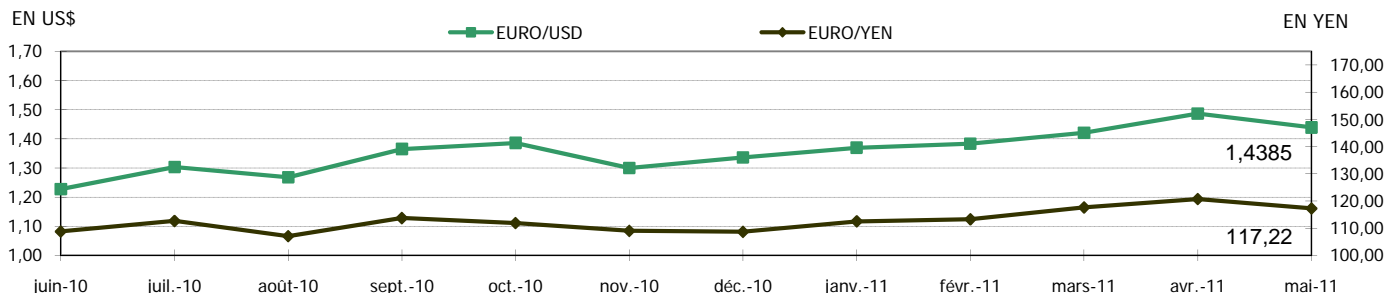
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4385	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8710	EURO/SRD (Surinam)	4,75070
EURO/JPY (Japon)	117,2200	EURO/BWP (Botswana)	9,43400	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57690
EURO/CAD (Canada)	1,3985	EURO/SCR (Seychelles)	17,6275	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,5256
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87200	EURO/MUR (Maurice)	40,3094	EURO/BBB (La Barbade)	2,87920
EURO/SGD (Singapour)	1,7754	EURO/BRL (Brésil)	2,2758	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,21000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1876	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18270	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2838,9310	EURO/XCD (Dominique)	3,8870	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 10 juin 2011 - Dépôt légal : juin 2011 - ISSN 1284-4438